



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA MOSELLE

DIRECTION DE
L'ADMINISTRATION
GÉNÉRALE

Bureau de
l'Environnement

Affaire suivie par Mme FAUVEL
☎ 03.87.34.85.30

ARRETE

N° 2004-AG/2- 120

en date du 11 MARS 2004

mettant en demeure la société SN LUTRAC INDUSTRIE, représentée par Maître NODEE de remettre en état le site de ses installations à LUTTANGE.

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

Vu le Code de l'Environnement - livre V titre 1er relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article L.514-1. ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris en application des dispositions susvisées et notamment son article 34-1 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2001-AG/2-220 du 12 juin 2001 autorisant la société SN LUTRAC INDUSTRIE S.A. à poursuivre l'exploitation de ses installations à LUTTANGE ;

VU le courrier de la société LUTRAC INDUSTRIE, en date du 9 septembre 2003, déclarant la reprise par la société DLM des activités soumises à autorisation ;

VU le jugement du Tribunal de Grande Instance de THIONVILLE en date du 15 janvier 2004 ordonnant la mise en liquidation judiciaire de la société SN LUTRAC INDUSTRIE et désignant Maître NODEE en qualité de liquidateur judiciaire ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 23 janvier 2004 ;

CONSIDERANT que plusieurs tonnes de déchets solides et liquides, toxiques pour certains, ont été entassés par la société SN LUTRAC INDUSTRIE sur son site d'exploitation de LUTTANGE, en infraction avec les articles 27, 28 et 29 de l'arrêté préfectoral précité ;

CONSIDERANT que ces déchets présentent des risques sérieux de pollution des eaux et des sols ;

CONSIDERANT que la société SN LUTRAC INDUSTRIE n'a pas déclaré la cessation de ses activités et que le dossier de remise en état du site n'a pas été produit conformément à l'article 34-1 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

Article 1

La société SN LUTRAC INDUSTRIE, représentée par Maître NODEE, liquidateur judiciaire demeurant 14, avenue du Général de Gaulle 57100 THIONVILLE, est mise en demeure de satisfaire, dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, aux dispositions suivantes :

- élimination de l'ensemble des déchets du site exploité par la société : déchets de peinture, déchets liquides et tas de grenaille usagée ; dans le respect de la réglementation en vigueur ;
- dépôt en préfecture du dossier de remise en état du site prévue à l'article 34-1 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977.

Article 2 :

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives prévues par l'article L.514-1. du titre I du livre V du Code de l'Environnement, indépendamment des sanctions pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents.

Article 3

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, le Sous-Préfet de THIONVILLE, le Maire de LUTTANGE, les inspecteurs des installations classées, et tous agents de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de STRASBOURG par le demandeur ou l'exploitant, dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

METZ, le 11 MARS 2004

LE PREFET,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Marc-André GANIBENO

